

§ 2. Tenzij dit technisch en organisatorisch onmogelijk is, verzamelt de Maatschappij rechtstreeks de gegevens betreffende de kinderbijlagen bij de Kinderbijslagfondsen, de gegevens betreffende de inkomens bij de FOD Financiën, de gegevens over de samenstelling van het gezin bij de FOD Binnenlandse Zaken en de gegevens betreffende de handicap bij de FOD Sociale Zekerheid. Tenzij dit technisch of organisatorisch onmogelijk is, vraagt de Maatschappij de aanvrager om deze informatie.

§ 3. De Maatschappij kan de toekenning van het krediet ook afhankelijk maken van de overlegging van elke zekerheid die zij nuttig zou achten gelet op de financiële toestand, het niveau van de schuldenlast en de solvabiliteitsantecedenten van de aanvrager.

Art. 5. Samenstelling van het dossier

De Maatschappij verzoekt de aanvrager om alle stukken die nodig zijn voor het onderzoek van de kredietaanvraag.

Art. 6. Vorm van het krediet

Het krediet wordt verleend in de vorm van een consumentenkrediet.

Art. 7. Kredietbedrag en vrijgave van de geldmiddelen

§ 1. Het toegekende kredietbedrag komt overeen met minimaal drie maanden huur en maximaal zes maanden huur, naar gelang van de aanvraag van de aanvrager.

§ 2. Het kredietbedrag wordt maandelijks door de Maatschappij aan de lener gestort, waarbij de lener het aan de verhuurder betaalt, of rechtstreeks aan de verhuurder indien de lener hiermee instemt.

De maandelijks storting wordt uitgevoerd op basis van de maandelijks verzoeken om middelen die de lener maandelijks bij de Maatschappij indient.

Art. 8. Rentevoet

De debetrente op het krediet is vastgesteld op nul procent.

Art. 9. Duur van het krediet

Het krediet wordt verleend voor een periode van maximaal zesendertig maanden.

Art. 10. Terugbetaling van het krediet

§ 1. De krediet wordt door middel van constante maandelijks termijnen terugbetaald.

§ 2. De lener staat het overdraagbare gedeelte van zijn salaris, wedde, vergoedingen ten belope van alle opeisbare bedragen aan de Maatschappij af op grond van een afzonderlijke overeenkomst gevoegd bij de kredietovereenkomst.

Art. 11. Behandeling van de klachten

Elke door de aanvrager ingediende klacht wordt door de Maatschappij in aanmerking genomen en met spoed behandeld.

Art. 12. Inwerkingtreding

Dit besluit treedt in werking op de dag van ondertekening ervan.

Namen, 30 april 2020.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
P.-Y. DERMAGNE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/20895]

4 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon portant des mesures d'urgence en matière de reprise du contrôle technique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de contrôle technique

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 20;

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité ;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité ;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018 modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de contrôle technique ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 modifié par l'arrêté ministériel du 17 avril 2020 ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mars 2020 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de contrôle technique ;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er} ;

Vu l'urgence ;

Considérant l'urgence, qui ne permet pas d'attendre l'avis de la section de législation du Conseil d'État dans un délai ramené à cinq jours, qu'en effet, les autres Régions ont décidé de rouvrir le contrôle technique ce 4 mai 2020 ; qu'il a fallu, en Wallonie, la tenue de deux concertations sociales tripartites Autorité – contrôles techniques – organisations syndicales ces mardi 28 avril 2020 et jeudi 30 avril 2020 pour aboutir à un accord concernant les modalités de reprises totales des activités des contrôles techniques ; qu'une ouverture différée en Wallonie risquerait de surcharger d'avantage encore les stations de contrôle technique des autres Régions ; qu'elle augmenterait encore la masse de contrôle à rattraper en Wallonie dans les prochains mois ; qu'il est nécessaire, économiquement, de relancer le marché de l'occasion en Wallonie le plus rapidement possible ; par conséquent, il est indispensable de prendre les mesures nécessaires sans délai ;

Considérant que dans ce contexte de crise sanitaire exceptionnelle, il a été nécessaire de suspendre l'organisation du contrôle technique des véhicules ;

Que cette décision de suspension de l'activité a été accompagnée de mesures liées à la prolongation de la validité des certificats de validité de contrôle technique ;

Considérant le rapport du 22 avril 2020 du GEES (Groupe d'Experts en charge de l'Exit Strategy) qui contient une approche par phase pour le retrait progressif des mesures et qui se fonde principalement sur trois aspects essentiels, à savoir le port d'un masque, le testing et le traçage ; que le rapport vise à assurer un équilibre entre le maintien de la santé, qu'elle soit physique ou mentale, la réalisation de missions pédagogiques dans le domaine de l'enseignement et la relance de l'économie ;

Que le GEES est composé d'experts de domaines variés, notamment des médecins, des virologues et des économistes ;

Considérant les décisions du Conseil National de Sécurité du 24 avril 2020 qui en ont découlé ;

Considérant que l'évolution du contexte de crise sanitaire exceptionnelle permet de mettre fin à la suspension de l'organisation du contrôle technique des véhicules en ce 4 mai ;

Considérant les dispositions et mesures applicables aux employeurs et aux travailleurs en vertu de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, ainsi que les arrêtés d'exécution ;

Considérant que le port d'un masque ou toute autre alternative en tissu joue un rôle important dans la stratégie de retrait progressif des mesures ; que le port du masque est dès lors recommandé à la population pour toute situation où les règles de distanciation sociale ne peuvent être respectées afin d'éviter la poursuite de la propagation du virus ;

Que ces mesures de prévention appropriées sont des prescriptions de sécurité et de santé de nature matérielle, technique et/ou organisationnelle telles que définies dans le guide générique en vue de lutter contre la propagation du COVID-19 au travail, mis à disposition sur le site web du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, complété par des directives au niveau sectoriel et/ou de l'entreprise, et/ou d'autres mesures appropriées qui offrent un niveau de protection au moins équivalent ;

Considérant que les mesures collectives ont toujours la priorité sur les mesures individuelles. Que ces mesures de prévention appropriées sont élaborées au niveau de l'entreprise et adoptées dans le respect des règles de concertation sociale au sein de l'entreprise, ou à défaut, en concertation avec les travailleurs concernés et en concertation avec les services de prévention et de protection au travail ;

Considérant que la suspension des contrôles a entraîné une accumulation de véhicules devant être présentés au contrôle technique durant les prochaines semaines ;

Que seuls des contrôles sur rendez-vous sont désormais organisés compte tenu du contexte de la crise sanitaire ;

Considérant la nécessaire continuité entre les dispositions prises lors de la suspension des activités et les dispositions prises lors de la reprise des activités au sein des stations de contrôle technique ;

Que l'effet rétroactif de la mesure bénéficie aux intéressés et se justifie ;

Sur proposition de la Ministre de la Sécurité routière ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les premiers contrôles périodiques, les contrôles périodiques et les contrôles non périodiques prévus respectivement aux articles 23^{ter} et 23^{sexies}, § 1^{er}, 5^o, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, dénommé ci-après « l'arrêté royal du 15 mars 1968 », sont, sans modification du cycle des contrôles périodiques :

1^o postposés de six mois pour les véhicules dont cette période est échue à partir du 1^{er} mars 2020 jusqu'au 3 mai 2020 ;

2^o postposés d'un mois pour les véhicules dont cette période est échue à partir du 4 mai 2020 jusqu'au 31 mai 2020.

Art. 2. La période de validité du certificat de contrôle technique délivré conformément à l'article 23^{decies}, §§ 1^{er} et 2, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 échue à partir du 1^{er} mars 2020 jusqu'au 3 mai 2020 est prolongée de six mois.

La période de validité du certificat de contrôle technique venant à échéance avant le 1^{er} mars 2020 est prolongée de deux mois pour le calcul des majorations prévues à l'art 23^{undecies}, § 1^{er}, 4^o, de l'arrêté royal du 15 mars 1968.

La période de validité du certificat de contrôle technique délivré conformément à l'article 23^{decies}, §§ 1^{er} et 2, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 échue à partir du 4 mai 2020 jusqu'au 31 mai 2020 est prolongée d'un mois.

Toute prolongation des périodes de validité des certificats de contrôles techniques n'implique aucune modification du cycle des contrôles périodiques.

Art. 3. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 23^{ter}, § 2, 1^o, a) et b), de l'arrêté royal du 15 mars 1968 :

1^o l'ancienneté des véhicules visés au § 1^{er}, 1^o, est portée à six ans et six mois à compter de la date de la première mise en circulation et le kilométrage est porté à 112.500 km ;

2^o l'ancienneté des véhicules visés au § 1^{er}, 2^o, est portée à six ans et un mois à compter de la date de la première mise en circulation et le kilométrage est porté à 102.000 km.

§ 2. Les véhicules visés aux articles 1^{er} et 2 sont reconvoqués selon les modalités déterminées par le ministre ou son délégué afin d'organiser la résorption du retard accumulé à la suite de la suspension des activités du contrôle technique.

Art. 4. Par dérogation à l'article 23*decies*, § 7, de l'arrêté royal du 15 mars 1968, les demandes d'immatriculation dont la durée de validité est échue à partir du 16 mars 2020 jusqu'au 18 mai 2020, sont prolongées de deux mois par la station de contrôle technique qui les a émis.

La nouvelle demande d'immatriculation est délivrée sur base de l'ancienne demande d'immatriculation sans présentation du véhicule.

Le tarif visé à l'article 23*undecies*, § 1^{er}, 6°, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 est applicable pour la délivrance de la nouvelle demande d'immatriculation.

Art. 5. Entre le 4 mai 2020 et le 31 décembre 2020, le montant de la redevance, en ce comprise la taxe sur la valeur ajoutée, à percevoir par les organismes d'inspection automobile agréés pour la non-présentation du véhicule au contrôle technique, après avoir pris un rendez-vous, est fixé à 30,00 EUR sauf pour les exceptions déterminées par le ministre ou son délégué.

Art. 6. Le contrôle complet réalisé en exécution de l'article 23*septies*, § 2, l'arrêté royal du 15 mars 1968, dont la période de deux mois qui suit l'échéance de validité du contrôle partiel précédent se termine à partir du 16 mars 2020 jusqu'au 18 mai 2020 est tarifé selon la redevance d'une revisite technique visé à l'article 23*undecies*, § 1^{er}, 2°, c), du même arrêté si le véhicule concerné est présenté avant le 30 juin.

Art. 7. Par dérogation à l'article 23*sexies*, § 4, 2°, alinéa premier, et 3°, alinéa 3, de l'arrêté royal du 15 mars 1968, les contrôles non périodiques effectués à partir du 4 mai 2020 jusqu'au 31 décembre 2020 portent uniquement sur les points visés à l'annexe 41, point A, du même arrêté.

Art. 8. Les modalités d'exercice de la reprise de l'activité du contrôle technique sont exécutées par les organismes selon les directives du ministre ou de son délégué.

Art. 9. L'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de contrôle technique et l'arrêté ministériel du 31 mars 2020 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars portant sur des mesures d'urgence en matière de contrôle technique sont abrogés.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 4 mai 2020.

Art. 11. La Ministre de la Sécurité routière est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 mai 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/20895]

4. MAI 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung über Dringlichkeitsmaßnahmen in Bezug auf die Wiederaufnahme der technischen Kontrolle und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Sachen technische Kontrolle

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20;

Aufgrund des Gesetzes vom 21. Juni 1985 über die technischen Anforderungen, denen jedes Fahrzeug für den Transport auf dem Landweg, seine Bestandteile und sein Sicherheitszubehör entsprechen müssen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Mai 2018 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Sachen technische Kontrolle;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 23. März 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 17. April 2020;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 31. März 2020 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Sachen technische Kontrolle;

Aufgrund von Artikel 3 § 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Dringlichkeit, die es nicht erlaubt, das Gutachten der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrates innerhalb einer auf fünf Tage verkürzten Frist abzuwarten; dass die anderen Regionen in der Tat beschlossen haben, die technische Kontrolle am 4. Mai 2020 wieder aufzunehmen; dass in der Wallonie zwei soziale Konzertierungen mit den drei Partnern Behörde - technische Kontrollleinrichtungen - Gewerkschaften am Dienstag, den 28. April 2020 und

Donnerstag, den 30. April 2020 abgehalten werden mussten, um eine Einigung über die Modalitäten der vollständigen Wiederaufnahme der Aktivitäten der technischen Kontrollen zu erzielen; dass eine verzögerte Öffnung in der Wallonie die Gefahr einer weiteren Überlastung der technischen Prüfstellen der anderen Regionen mit sich bringen würde; dass dadurch der Umfang der in der Wallonie in den kommenden Monaten durchzuführenden Kontrollen weiter erhöht würde; dass es wirtschaftlich notwendig ist, den Gebrauchmarkt in der Wallonie so schnell wie möglich wieder zu beleben; dass es daher unerlässlich ist, unverzüglich die notwendigen Maßnahmen zu ergreifen;

In Erwägung der Tatsache, dass es in diesem Kontext einer außergewöhnlichen Gesundheitskrise notwendig gewesen ist, die Organisation der technischen Kontrolle von Fahrzeugen auszusetzen;

Dass diese Entscheidung über die Aussetzung der Tätigkeit mit Maßnahmen zur Verlängerung der Gültigkeitsdauer der Prüfbescheinigungen der technischen Kontrolle einhergegangen ist;

In Erwägung des Berichts der mit der Exit Strategy beauftragten Expertengruppe ("GEES" für "Groupe d'Experts en charge de l'Exit Strategy"), der einen stufenweisen Ansatz für die schrittweise Rücknahme der Maßnahmen enthält und sich hauptsächlich auf drei wesentliche Aspekte stützt, nämlich das Tragen einer Maske, das Testing und das Tracing; dass der Bericht darauf abzielt, ein Gleichgewicht zwischen der Erhaltung der körperlichen und geistigen Gesundheit, der Durchführung von pädagogischen Aufträgen im Bereich der Bildung und der Wiederbelebung der Wirtschaft zu gewährleisten;

Dass sich die GEES aus Experten verschiedener Fachrichtungen zusammensetzt, darunter Ärzte, Virologen und Wirtschaftswissenschaftler;

In Erwägung der sich daraus ergebenden Entscheidungen des Nationalen Sicherheitsrats vom 24. April 2020;

In der Erwägung, dass die Entwicklung des Kontextes der außergewöhnlichen Gesundheitskrise es ermöglicht, die Aussetzung der Organisation der technischen Kontrolle von Fahrzeugen am 4. Mai zu beenden;

In Erwägung der kraft des Gesetzes vom 4. August 1996 über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit und dessen Ausführungserlasse auf die Arbeitgeber und Arbeitnehmer anwendbaren Bestimmungen und Maßnahmen;

In der Erwägung, dass das Tragen einer Maske oder einer textilen Alternative eine wichtige Rolle bei der Strategie der schrittweisen Rücknahme der Maßnahmen spielt; dass das Tragen einer Maske daher der Bevölkerung in allen Situationen empfohlen wird, in denen die Regeln der sozialen Distanzierung nicht eingehalten werden können, um eine weitere Ausbreitung des Virus zu verhindern;

Dass es sich bei diesen geeigneten Präventivmaßnahmen um Sicherheits- und Gesundheitsanforderungen materieller, technischer und/oder organisatorischer Art handelt, die im Leitfaden zur Bekämpfung der Verbreitung des COVID-19 am Arbeitsplatz definiert sind, der auf der Website des Föderalen Öffentlichen Dienstes Beschäftigung, Arbeit und Soziale Konzertierung zur Verfügung gestellt wird, ergänzt durch Richtlinien auf sektoraler und/oder Unternehmensebene und/oder andere geeignete Maßnahmen, die einen mindestens gleichwertigen Schutz bieten;

In der Erwägung, dass kollektive Maßnahmen immer Vorrang vor individuellen Maßnahmen haben;

Dass diese geeigneten Präventivmaßnahmen auf Unternehmensebene ausgearbeitet und gemäß den Regeln für die soziale Konzertierung im Unternehmen oder, falls dies nicht möglich ist, in Absprache mit den betroffenen Arbeitnehmern und in Zusammenarbeit mit den Präventiv- und Schutzdiensten am Arbeitsplatz beschlossen werden;

In Erwägung der Tatsache, dass die Aussetzung der Kontrollen zu einer Anhäufung von Fahrzeugen geführt hat, die in den kommenden Wochen zur technischen Kontrolle vorgefahren werden müssen;

Dass angesichts des Kontextes der Gesundheitskrise nur noch Kontrollen nach Terminvereinbarung organisiert werden;

In Erwägung der notwendigen Kontinuität zwischen den Maßnahmen, die zum Zeitpunkt der Aussetzung der Aktivitäten getroffen wurden, und den Maßnahmen, die zum Zeitpunkt der Wiederaufnahme der Aktivitäten in den technischen Prüfstellen getroffen werden;

Dass die Rückwirkung der Maßnahme den Betroffenen zugutekommt und gerechtfertigt ist;

Auf Vorschlag der Ministerin für die Verkehrssicherheit;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die ersten regelmäßigen Kontrollen, die regelmäßigen Kontrollen und die nicht regelmäßigen Kontrollen, sowie sie in den Artikeln 23ter und 23sexies § 1 Ziffer 5 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör (nachstehend "Königlicher Erlass vom 15. März 1968" genannt) vorgesehen sind, werden ohne Änderung des Zyklus der regelmäßigen Kontrollen:

1° um sechs Monate verschoben, was die Fahrzeuge betrifft, für welche diese Periode zwischen dem 1. März 2020 und dem 3. Mai 2020 abläuft;

2° um einen Monat verschoben, was die Fahrzeuge betrifft, für welche diese Periode zwischen dem 4. Mai 2020 und dem 31. Mai 2020 abläuft.

Art. 2 - Die Gültigkeitsdauer der gemäß Artikel 23decies § 1 und § 2 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 ausgestellten Prüfbescheinigungen, die zwischen dem 1. März 2020 und dem 3. Mai 2020 ablaufen, wird um sechs Monate verlängert.

Die Gültigkeitsdauer der vor dem 1. März 2020 ablaufenden Prüfbescheinigungen wird für die Berechnung der in Artikel 23undecies § 1 Ziffer 4 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 vorgesehenen Zuschläge um zwei Monate verlängert.

Die Gültigkeitsdauer der gemäß Artikel 23decies § 1 und § 2 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 ausgestellten Prüfbescheinigungen, die zwischen dem 4. Mai 2020 und dem 31. Mai 2020 ablaufen, wird um einen Monat verlängert.

Jede Verlängerung der Gültigkeitsdauer der Prüfbescheinigungen zieht keine Änderung des Zyklus der regelmäßigen Kontrollen nach sich.

Art. 3 - § 1. In Abweichung von Artikel 23ter § 2 Ziffer 1 Buchstaben a) und b) des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968

1° wird das Alter der in § 1 Ziffer 1 genannten Fahrzeuge auf sechs Jahre und sechs Monate ab der Erstinbetriebnahme, und der Kilometerstand auf 112.500 km gebracht;

2° wird das Alter der in § 1 Ziffer 2 genannten Fahrzeuge auf sechs Jahre und einen Monat ab der Erstinbetriebnahme, und der Kilometerstand auf 102.000 km gebracht.

§ 2. Die in Artikel 1 und 2 genannten Fahrzeuge werden erneut zur Kontrolle gebeten nach vom Minister oder seinem Beauftragten festzulegenden Modalitäten, um das Nachholen des nach der Aussetzung der Tätigkeiten der technischen Überwachung aufgelaufenen Rückstands zu organisieren.

Art. 4 - Abweichend von Artikel 23decies § 7 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 werden die Zulassungsanträge, deren Gültigkeitsdauer zwischen dem 16. März 2020 und dem 18. Mai 2020 abgelaufen ist, von der technischen Prüfstelle, die sie ausgestellt hat, um zwei Monate verlängert.

Der neue Zulassungsantrag wird auf der Grundlage des alten Zulassungsantrags ausgestellt, ohne dass das Fahrzeug zur Kontrolle vorgefahren wird.

Der Tarif nach Artikel 23undecies § 1 Ziffer 6 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 ist auf die Ausstellung des neuen Zulassungsantrags anwendbar.

Art. 5 - Zwischen dem 4. Mai 2020 und dem 31. Dezember 2020 wird die Höhe der Gebühr, einschließlich der Mehrwertsteuer, die von den zugelassenen Kraftfahrzeugüberwachungseinrichtungen für die Nichtvorführung des Fahrzeugs zur technischen Kontrolle nach vorheriger Terminvereinbarung erhoben wird, auf 30,00 EUR festgesetzt, mit Ausnahme der vom Minister oder seinem Beauftragten festgelegten Ausnahmen.

Art. 6 - Die vollständige Kontrolle in Ausführung von Artikel 23septies § 2 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968, deren zweimonatiger Zeitraum nach dem Ablauf der Gültigkeit der vorigen Teilkontrolle zwischen dem 16. März 2020 und dem 18. Mai 2020 abläuft, wird entsprechend der Gebühr für eine technische Nachkontrolle nach Artikel 23undecies § 1 Ziffer 2 Buchstabe c) desselben Erlasses berechnet, wenn das betreffende Fahrzeug vor dem 30. Juni vorgefahren wird.

Art. 7 - Abweichend von Artikel 23sexies § 4 Ziffer 2 Absatz 1 und Ziffer 3 Absatz 3 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 betreffen die nicht regelmäßigen Kontrollen, die zwischen dem 4. Mai 2020 und dem 31. Dezember 2020 durchgeführt werden, nur die in Anhang 41 Punkt A desselben Erlasses genannten Punkte.

Art. 8 - Die Durchführungsbestimmungen für die Wiederaufnahme der Aktivität der technischen Kontrolle werden von den Einrichtungen nach den Richtlinien des Ministers oder seines Beauftragten umgesetzt.

Art. 9 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. März 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Sachen technische Kontrolle und der Ministerielle Erlass vom 31. März 2020 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Sachen technische Kontrolle werden aufgehoben.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass tritt am 4. Mai 2020 in Kraft.

Art. 11 - Die Ministerin für die Verkehrssicherheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. Mai 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/20895]

4 MEI 2020. — Besluit van de Waalse Regering houdende noodmaatregelen inzake de hervatting van de technische keuring en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake technische keuring

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2018 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake technische keuring;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 17 april 2020;

Gelet op het ministerieel besluit van 31 maart 2020 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake technische keuring;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de dringendheid, waardoor we het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State niet binnen vijf dagen kunnen afwachten, dat inderdaad, de andere Gewesten besloten hebben de technische keuring op 4 mei 2020 te heropenen; dat in Wallonië op dinsdag 28 april 2020 en donderdag 30 april 2020 twee keer een driedelig sociaal overleg tussen de Overheid - technische keuring - vakbondsorganisaties nodig was om tot een akkoord te komen over de procedures voor de volledige hervatting van de technische keuring; dat een vertraagde opening in Wallonië het risico met zich meebrengt dat de technische keuringsstations van de andere Gewesten nog meer worden overbelast; dat de inhaalrace in Wallonië in de komende maanden nog groter zou worden; dat het economisch gezien noodzakelijk is om de tweedehandsmarkt in Wallonië zo snel mogelijk weer op gang te brengen; daarom is het van essentieel belang om onverwijld de nodige maatregelen te nemen;

Overwegende dat het in deze context van uitzonderlijke gezondheids crisis noodzakelijk is geweest de organisatie van de technische keuring van voertuigen op te schorten;

dat deze beslissing tot opschorting van de activiteit vergezeld ging van maatregelen met betrekking tot de verlenging van de geldigheid van de keuringsbewijzen voor de technische keuring;

Overwegende het verslag van 22 april 2020 van de GEES (Groep van Experts die belast zijn met de Exit Strategy) dat een gefaseerde aanpak voor het geleidelijk afbouwen van de maatregelen bevat en dat voornamelijk gebaseerd is op drie essentiële aspecten, met name het dragen van een mondkap, testing en tracing ; dat het verslag een evenwicht tracht te verzekeren tussen het behoud van de gezondheid, zij het fysiek of mentaal, het vervullen van de pedagogische opdrachten op vlak van onderwijs en de heropstart van de economie;

dat de GEES is samengesteld uit deskundigen van verschillende vakdomeinen, waaronder artsen, virologen en economen;

Gelet op de beslissingen van de Nationale Veiligheidsraad van 24 april 2020 die daaruit zijn voortgevloeid;

Overwegende dat de ontwikkeling van de context van een uitzonderlijke gezondheids crisis het mogelijk maakt een einde te maken aan de opschorting van de organisatie van de technische keuring van voertuigen op 4 mei;

Gelet op de bepalingen en maatregelen die van toepassing zijn op werkgevers en werknemers in het kader van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, en de uitvoeringsbesluiten;

Overwegende dat het dragen van een mondkap of van elk ander alternatief in stof een belangrijke rol speelt in de strategie om de maatregelen geleidelijk aan af te bouwen; dat het dragen van mondkappen dan ook wordt aanbevolen aan de bevolking voor elke situatie waarin de regels van social distancing niet kunnen worden nageleefd, om verdere verspreiding van het virus tegen te gaan;

Dat deze passende preventiemaatregelen veiligheids- en gezondheidsvoorschriften zijn van materiële, technische en/of organisatorische aard zoals bepaald in de generieke gids om de verspreiding van COVID-19 op het werk tegen te gaan, die ter beschikking wordt gesteld op de website van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, aangevuld met richtlijnen op sectoraal en/of ondernemingsniveau, en/of andere passende maatregelen die minstens een gelijkwaardig niveau van bescherming bieden;

Overwegende dat collectieve maatregelen steeds voorrang hebben op individuele maatregelen. Dat deze passende preventiemaatregelen op ondernemingsniveau worden uitgewerkt en genomen met inachtneming van de regels van het sociaal overleg in de onderneming, of bij ontstentenis daarvan in overleg met de betrokken werknemers, en in overleg met de diensten voor preventie en bescherming op het werk;

Overwegende dat de opschorting van de controles heeft geleid tot een opeenstapeling van voertuigen die in de komende weken voor technische keuring moeten worden aangeboden;

Dat er nu alleen nog maar controles op afspraak worden georganiseerd, gezien de context van de gezondheids crisis;

Gelet op de noodzakelijke continuïteit tussen de regelingen die zijn getroffen bij opschorting van de activiteiten en de regelingen die zijn getroffen bij de hervatting van de activiteiten in de technische keuringsstations;

Dat de terugwerkende kracht van de maatregel ten goede komt aan de betrokken personen en gerechtvaardigd is ;

Op de voordracht van de Minister van Verkeersveiligheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De eerste periodieke keuringen, de periodieke keuringen en de niet-periodieke keuringen voorzien in respectievelijk artikel 23ter en artikel 23sexies, § 1, 5°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, hierna "koninklijk besluit van 15 maart 1968" genoemd, zijn, zonder wijziging van de cyclus van de periodieke keuringen:

1° uitgesteld met zes maanden voor voertuigen waarvoor die periode van 1 maart 2020 tot 3 mei 2020 verstrijkt;

2° uitgesteld met een maand voor voertuigen waarvoor die periode is verstreken van 4 mei 2020 tot en met 31 mei 2020.

Art. 2. De geldigheidsduur van het keuringsbewijs, afgegeven overeenkomstig artikel 23decies, §§ 1 en 2, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968, dat verstrijkt van 1 maart 2020 tot 3 mei 2020, wordt met zes maanden verlengd.

De geldigheidsduur van het keuringsbewijs dat verstrijkt vóór 1 maart 2020 wordt met twee maanden verlengd voor de berekening van de toeslag bedoeld in artikel 23undecies, § 1, 4°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968.

De geldigheidsduur van het keuringsbewijs, afgegeven overeenkomstig artikel 23decies, §§ 1 en 2, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968, dat verstrijkt van 4 mei 2020 tot 31 mei 2020, wordt met één maanden verlengd.

De verlenging van de geldigheidsduur van de keuringsbewijzen houdt geen wijziging in van de cyclus van de periodieke keuringen.

Art. 3. § 1. In afwijking van artikel 23ter, § 2, 1°, a) en b), van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 :

1° de leeftijd van de in § 1, 1° bedoelde voertuigen wordt verhoogd tot zes jaar en zes maanden te rekenen van de datum van eerste in verkeerstelling en de kilometerstand wordt verhoogd tot 112.500 km ;

1° de leeftijd van de in § 1, 2° bedoelde voertuigen wordt verhoogd tot zes jaar en één maand te rekenen van de datum van eerste in verkeerstelling en de kilometerstand wordt verhoogd tot 102.000 km.

§ 2 De in de artikelen 1 en 2 bedoelde voertuigen worden opnieuw bijeengeroepen volgens de door de minister of zijn afgevaardigde vastgestelde procedures om de oplossing van de vertraging ten gevolge van de opschorting van de technische keuring te organiseren.

Art. 4. In afwijking van artikel 23*decies*, § 7, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 worden de aanvragen om inschrijving waarvan de geldigheidsduur is verstreken van 16 maart 2020 tot 18 mei 2020, door het technisch keuringsstation dat ze heeft afgegeven, met twee maanden verlengd.

De nieuwe aanvraag om inschrijving wordt afgegeven op basis van de oude aanvraag om inschrijving zonder dat het voertuig wordt aangeboden.

Het tarief bedoeld in artikel 23 *undecies*, § 1, 6°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 is van toepassing voor de afgifte van de nieuwe aanvraag om inschrijving.

Art. 5. Tussen 4 mei 2020 en 31 december 2020 wordt het bedrag van de heffing, inclusief de belasting over de toegevoegde waarde, die door de erkende keuringsinstanties voor motorvoertuigen moet worden aangerekend voor het niet aanbieden van het voertuig voor een technische keuring, na het maken van een afspraak, vastgesteld op 30,00 EUR, met uitzondering van de uitzonderingen die door de minister of zijn afgevaardigde worden bepaald.

Art. 6. De volledige keuring uitgevoerd overeenkomstig artikel 23*septies*, § 2, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968, waarvoor de termijn van twee maanden na het verstrijken van de geldigheid van de vorige gedeeltelijke keuring eindigt vanaf 16 maart 2020 tot 18 mei 2020, wordt aangerekend volgens de heffing voor een technische herkeuring bedoeld in artikel 23*undecies*, § 1, 2°, c), van datzelfde besluit indien het betrokken voertuig vóór 30 juni wordt aangeboden.

Art. 7. In afwijking van artikel 23*sexies*, § 4, 2°, eerste lid, en 3°, derde lid, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968, hebben de niet-periodieke controles die vanaf 4 mei 2020 tot en met 31 december 2020 worden uitgevoerd, enkel betrekking op de punten vermeld in bijlage 41, punt A, van datzelfde besluit.

Art. 8. De procedures voor de hervatting van de technische keuringen worden door de instanties uitgevoerd volgens de richtlijnen van de minister of zijn afgevaardigde.

Art. 9. Het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake technische keuring en het ministerieel besluit van 31 maart 2020 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake technische keuring worden opgeheven.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 4 mei 2020.

Art. 11. De Minister van Verkeersveiligheid is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 4 mei 2020.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/30857]

7 MEI 2020. — Bijzondere machtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/015 betreffende de steun in het kader van de gezondheids crisis Covid-19 tot vergoeding van de ondernemingen actief in de primaire productie van landbouwproducten en de aquacultuur op het gebied van voeding

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 19 maart 2020 om bijzondere machten toe te kennen aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in het kader van de gezondheids crisis Covid-19, artikel 2;

Gelet op artikel 2, § 3, 5°, van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijkkansentest;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 04 mei 2020;

Gelet op de goedkeuring van de Europese Commissie, gegeven op 24 april 2020;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de gezondheids crisis Covid-19 en de maatregelen om de verspreiding ervan te beperken ernstige gevolgen hebben voor de economie;

Dat het noodzakelijk is om dringend steunmaatregelen te voorzien voor de getroffen ondernemingen, ten einde de economische schade te beperken;

Dat de ondernemingen die actief zijn in de primaire productie van landbouwproducten en de aquacultuur te kampen hebben met diverse problemen en effecten, zoals onderbrekingen in de productiestroom, stopzettingen van de productie, de vernietiging van voorraden, de afwezigheid van stagiaires en vrijwilligers, onbetaalde facturen, etc.;

Dat deze problemen leiden tot een inkomensverlies die de overleving van de ondernemingen in het gedrang brengt;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/30857]

7 MAI 2020. — Arrêté de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale n° 2020/015 relatif à une aide dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19, en vue d'indemniser les entreprises actives dans la production primaire de produits agricoles et dans l'aquaculture, dans le domaine de l'alimentation

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 19 mars 2020 visant à octroyer des pouvoirs spéciaux au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19, l'article 2 ;

Vu l'article 2, § 3, 5°, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 04 mai 2020 ;

Vu l'approbation de la Commission européenne, donnée le 24 avril 2020 ;

Vu l'urgence, motivée par la circonstance que la crise sanitaire du Covid-19 et les mesures prises pour limiter sa propagation ont de sérieuses conséquences pour l'économie ;

Qu'il est nécessaire de fournir une aide d'urgence aux entreprises concernées afin de limiter le préjudice économique ;

Que les entreprises actives dans la production primaire de produits agricoles et dans l'aquaculture sont confrontées à divers problèmes et effets, tels que des interruptions dans le flux de production, l'arrêt de la production, la destruction des stocks, l'absence de stagiaires et de bénévoles, des factures impayées, etc. ;

Que ces problèmes entraînent une perte de revenus qui menace la survie des entreprises ;